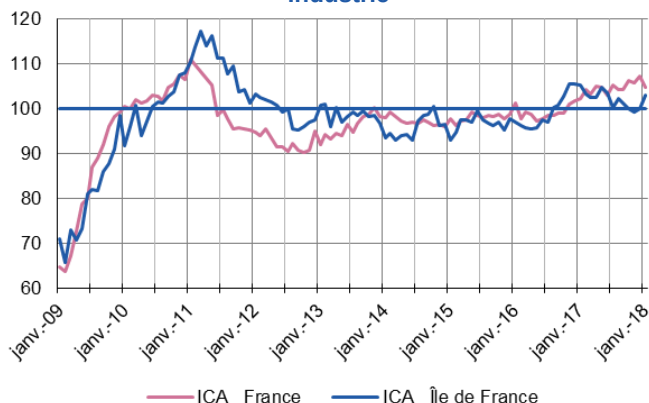


Contexte conjoncturel

Indicateur du Climat des Affaires

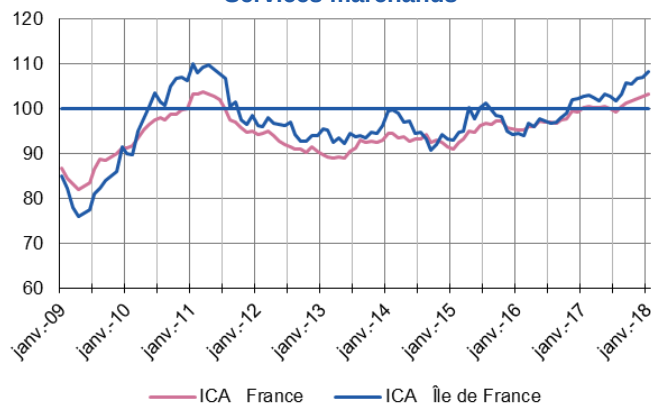
Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



ICA dans l'industrie francilienne : 103

Services marchands



ICA dans les services marchands franciliens : 108

Contexte national

Après une année 2016 caractérisée par une reprise graduelle de l'activité, 2017 a marqué une nette amélioration du climat des affaires. L'indicateur du **climat des affaires** dans l'industrie se situait ainsi à 107 en décembre, soit **son niveau le plus élevé depuis février 2011**. L'amélioration s'observe pour la production de biens (+1,9 % en 2017 contre + 0,2 % en 2016), pour la construction (respectivement + 2,4 % contre + 0,1%) mais aussi pour les services marchands (+ 2,8 % contre +1,4 %). Toutefois, l'accélération de la croissance ne doit pas cacher le fait que perdure un décalage défavorable entre la France et ses grands partenaires de la zone €. L'économie française pâtit encore d'une insuffisante compétitivité comme en témoigne la nouvelle dégradation de son déficit des biens (cf. données de la balance des paiements). Elle se caractérise aussi par un endettement élevé de son administration publique et de ses entreprises.

En 2017, **le PIB a progressé d'1,9 %**, après 1,1 % en 2016. Cette amélioration a été portée par l'accélération de l'investissement des ménages (+ 5,1% en 2017 contre +2,4% en 2016) et le maintien d'une nette croissance de celui des entreprises (respectivement +4,3 % et +3,4%).

Le solde des transactions courantes s'est à nouveau dégradé malgré la nette reprise de la demande mondiale, les importations croissant toujours plus vite (+4,3 %) que les exportations (+3,5%). Le déficit des échanges de biens dépasse pour 2017 les 62 milliards € soit une dégradation de près de quatorze milliards € comparativement à 2016.

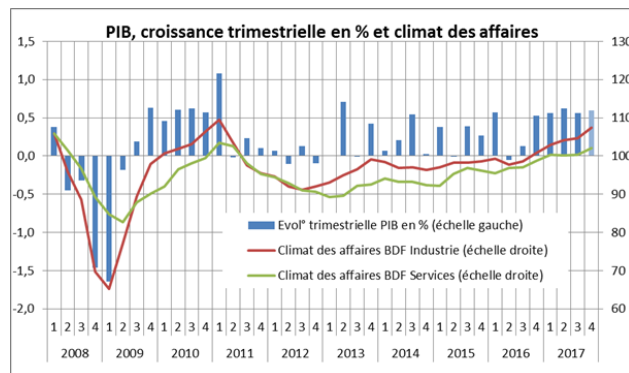
Le taux de chômage est en très léger repli (à 9,6 % de la population active).

Les prix à la consommation se sont raffermis (+1,2% en g.a. contre 0,8% en 2016). Dans ce contexte, la BCE a adapté son

programme de mesures d'assouplissement quantitatif, qui a permis de faire reculer les risques déflationnistes et de soutenir l'activité économique.

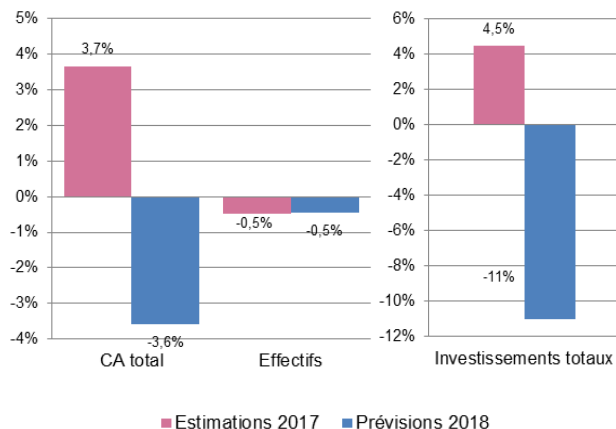
Le rythme de distribution du crédit est resté le plus élevé de la zone euro (+5,9% en 2017 contre +3,1% pour la moyenne de la zone euro).

L'accès des entreprises au crédit bancaire est demeuré dans l'ensemble très aisé, à des niveaux de taux d'intérêts historiquement très bas.



Industrie

Évolutions du chiffre d'affaires, des effectifs et de l'investissement pour 2017 et prévisions 2018



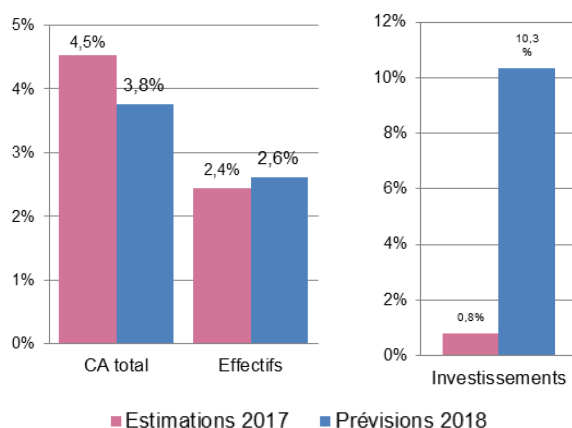
Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

L'activité industrielle francilienne a poursuivi sa progression à un rythme encore plus soutenu qu'auparavant (+3,7% contre +2,2%), confirmant ainsi le redressement entamé en 2016. Cette bonne orientation est à porter au crédit des **exportations**, qui évoluent plus vite que les ventes sur le marché intérieur (+4,5%, après déjà +4,1% en 2016). Cette évolution favorable n'empêche par l'érosion continue de l'**emploi industriel**, quasi entièrement imputable cependant au secteur de la fabrication des matériels de transports. Les entreprises ont connu dans la majorité des cas un maintien ou une augmentation de la **rentabilité**, avec un solde positif néanmoins inférieur à celui de l'an passé (16 points contre 21 en 2016), traduisant une plus grande hétérogénéité des situations. Confortés par cette bonne tenue d'ensemble des marges, les **investissements** ont enregistré une nouvelle hausse (+4,5%).

En 2018, les **chiffres d'affaires** devraient continuer d'augmenter dans la plupart des secteurs, hormis l'industrie automobile, dont le recul entraîne la tendance d'ensemble, mais pour des raisons essentiellement liées à des délocalisations et des redistributions de production sur des sites hors France. Les **exportations** devraient poursuivre leur progression à bon rythme, à +4,6%, notamment pour les entreprises des secteurs des autres produits industriels. Les **effectifs** totaux seraient encore orientés à la baisse (-0,5%), là encore essentiellement du fait de l'industrie automobile, avec un moindre recours à l'intérim dans la grande majorité des secteurs. Les opinions sur la **rentabilité** escomptée sont le plus souvent positives (solde de +37 points), avec cependant le maintien d'une forte disparité des situations. Les **investissements** envisagés seraient en forte diminution, après les montants élevés consentis en 2016 et 2017.

Services marchands

Évolutions du chiffre d'affaires, des effectifs et de l'investissement pour 2017 et prévisions 2018



Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, l'activité dans les services marchands s'inscrit **en hausse significative de 4,5%**, ce qui représente une évolution favorable par rapport aux résultats de l'enquête précédente (+1%). Cette progression s'explique par un dynamisme général constaté dans l'ensemble des secteurs, avec une reprise sensible dans l'**hébergement et la restauration**, une amélioration de la croissance dans les transports, un rythme de progression toujours soutenu dans l'édition, l'ingénierie informatique, le conseil en gestion, l'ingénierie technique, et qui reste très élevé dans le travail temporaire. Moins bien orientées que la demande intérieure, les **exportations** enregistrent néanmoins une hausse notable (+3,7%) après le repli constaté en 2016 (-0,9%). L'**augmentation des effectifs** s'amplifie (+2,4%), avec des recrutements importants dans le transport, l'ingénierie informatique, le conseil en gestion et le travail temporaire. La rentabilité s'est améliorée pour 48% des entreprises interrogées, s'est dégradée pour 24%, le solde d'opinions étant positif de 24 points. Soutenus par les secteurs des transports routiers, de l'ingénierie informatique, et de l'ingénierie technique, les investissements s'inscrivent en progression de 0,8%.

En 2018, la croissance des chiffres d'affaires devrait décélérer mais rester soutenue, à un rythme de 3,8%. **Tous les secteurs seraient concernés par cette hausse de l'activité**. Les exportations resteraient favorablement orientées et afficheraient une progression de 3,7%. Dans ces conditions, les embauches nettes seraient plus nombreuses, avec une hausse des effectifs employés de 2,6%, améliorant encore les performances constatées ces deux dernières années. Le **redressement de la rentabilité** devrait se poursuivre avec un solde d'opinions positif qui continue de s'amplifier (37 points). Les **dépenses d'investissement** devraient continuer de progresser de l'ordre de 10%.

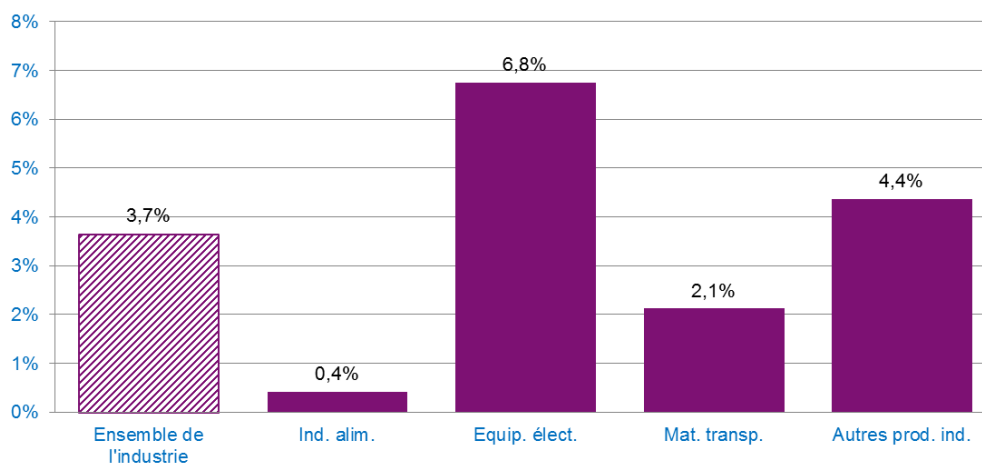


9.5% : Poids des effectifs franciliens de l'industrie par rapport à la totalité des effectifs franciliens.

(source : Acof-Urssaf 31/12/2016)

CHIFFRE D'AFFAIRES

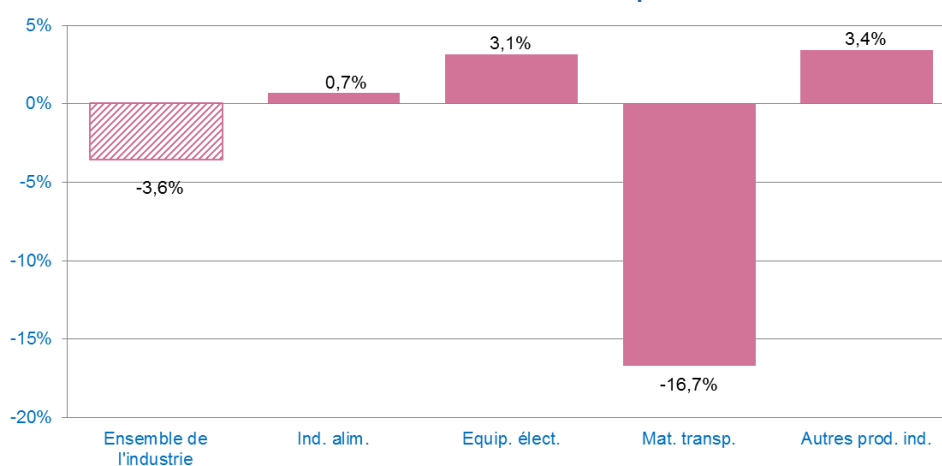
Évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, l'activité industrielle a enregistré une forte progression, à +3,7%, nettement plus soutenue que la reprise déjà constatée en 2016 (+2,2%), tirée notamment par la fabrication d'équipements électriques et électroniques : +6,8%, et les autres produits industriels : +4,4%. Le secteur des matériels de transports (constructeurs et équipementiers) a poursuivi sa hausse de l'an dernier mais à un rythme sensiblement moindre : +2,1% contre +6,4% en 2016. L'industrie automobile, très dynamique l'année précédente, est restée éteinte en 2017, l'augmentation des cadences étant essentiellement due au secteur aéronautique (+11,3%). Dans un contexte général difficile, le secteur agroalimentaire s'est tout juste maintenu à +0,4%, affecté par des perturbations climatiques et les évolutions erratiques des cours mondiaux. À signaler les bonnes performances de l'industrie chimique (+6,4%) et pharmaceutique (+4,8%) ainsi que la hausse significative des chiffres d'affaires dans l'industrie métallurgique (+10,5%), tandis que le textile – habillement et le travail du bois – papier-imprimerie se sont inscrits en repli (respectivement de -1,4% et -2,4%).

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2018

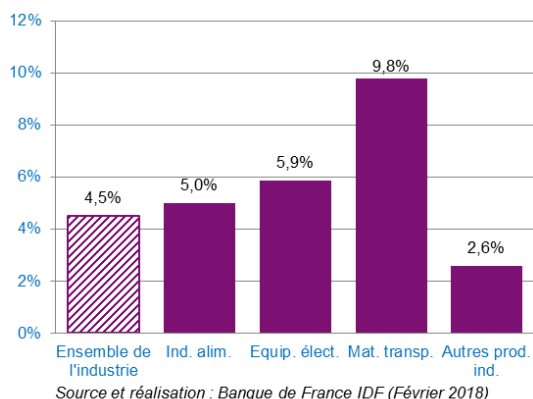


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2018, les prévisions globales sont tirées à la baisse par les perspectives de fort ralentissement de la production dans l'industrie automobile (-31,8%), liées en grande partie à des mouvements de délocalisation hors région, le secteur de l'aéronautique devant quant à lui rester stable à haut niveau. Hors automobile, les perspectives sont orientées à la hausse : les autres secteurs tablent en effet sur de nouvelles progressions, à des niveaux plus faibles cependant qu'en 2017, surtout dans l'équipement électrique et électronique et les autres produits industriels ; dans ce dernier secteur, ce sont les industries pharmaceutiques et la métallurgie qui entraînent pour l'essentiel la tendance. L'industrie agroalimentaire, le textile-habillement et le travail du bois-papier-imprimerie sont attendus en stagnation, reflet d'une certaine prudence des industriels interrogés dans un environnement difficilement prévisible dans ces secteurs.

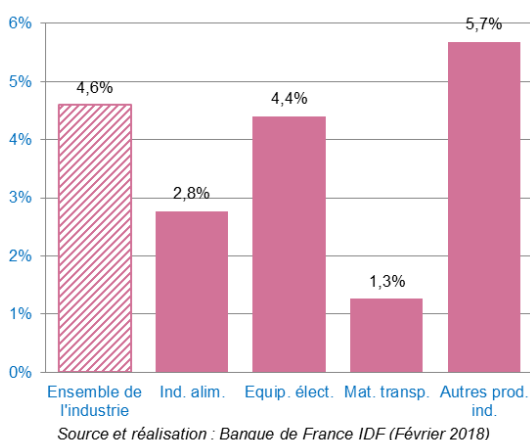
EXPORTATIONS

Évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2017



L'activité industrielle à l'exportation **en 2017** s'est montrée dynamique, dépassant la déjà très bonne performance de 2016, qui avait enregistré une hausse de 4,1%. Avec une progression de 4,5%, les chiffres d'affaires export sont presque 1 point au-dessus de l'évolution globale : la demande étrangère adressée aux entreprises de la région s'est montrée plus ferme que la demande intérieure, confortée par un taux de change favorable euro/dollar US sur la majeure partie de l'année. Ceci est notamment vrai dans le secteur de la fabrication de matériels de transport (+9,8%), avec de nouveaux marchés conquis par l'industrie automobile, mais aussi une nouvelle répartition des tâches au sein des groupes du secteur qui conduit ces derniers à travailler davantage pour des sites hors France ; le dynamisme à l'exportation de la construction aéronautique, qui peut s'appuyer sur des carnets de commandes particulièrement étoffés, ne s'est pas démenti, avec une progression remarquable de 14,6%. Les exportations agroalimentaires se sont bien mieux comportées que la production globale, l'essentiel du chiffre d'affaires ayant été réalisé sur les marchés extérieurs : +5%, en hausse par rapport à l'augmentation de 3,9% constatée en 2016. Concernant les équipements électriques (+5,9%), il faut souligner que la progression est principalement réalisée par la fabrication de matériels et composants électroniques. La progression plus limitée des autres produits industriels recouvre quant à elle des évolutions contrastées, les industries chimique et métallurgique obtenant de belles performances sur les marchés étrangers (+5,3% et +11,7%), alors que le travail du bois-papier-imprimerie a stagné et la réparation-installation de machines et d'équipement a reculé (-2%).

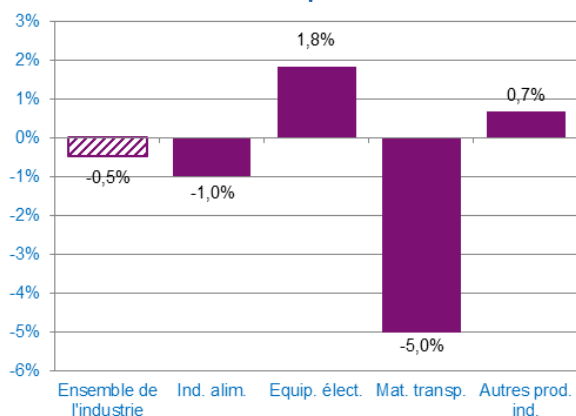
Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2018



Pour 2018, les prévisions d'exportations restent confiantes, malgré un contexte international marqué par la remontée de l'euro face au dollar US : les industriels s'attendent à une nouvelle progression, de même ampleur qu'en 2017, à +4,6%. Les anticipations favorables concernent les autres produits industriels, notamment le secteur du travail du bois – papier-imprimerie, qui se veut résolument optimiste (+10,9%), et les autres industries manufacturières (+6,4%) ; elles se retrouvent également dans les équipements électriques et électroniques (+4,4%), et dans une moindre mesure dans l'industrie agroalimentaire (+2,8%). Le ralentissement est en revanche marqué dans le secteur des matériels de transports, notamment en raison d'une baisse attendue des exportations dans la construction aéronautique, après une année 2017 particulièrement faste. Chimie et métallurgie prévoient encore des hausses à l'export en 2018 mais à des rythmes sensiblement plus faibles. À noter un regain dans l'industrie du caoutchouc et plastique, malgré la remontée des cours des matières premières.

EFFECTIFS

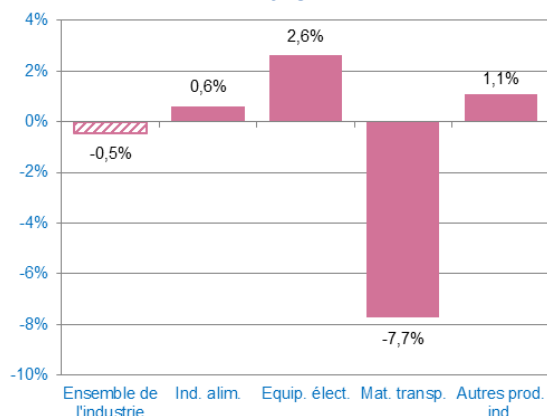
Évolution des effectifs par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, les effectifs franciliens de l'industrie continuent de s'éroder (-0,5% après -0,3% en 2016). C'est dans l'industrie automobile que la baisse est la plus sensible, sous les effets conjugués des délocalisations et des réorganisations de chaînes de production dans la région. Les recrutements les plus significatifs ont eu lieu dans le secteur de l'équipement électrique et électronique (+1,8%), avec une mention spéciale pour les équipements de communication (+4%). L'industrie agroalimentaire continue de perdre des emplois. La tendance générale dans la plupart des autres secteurs est à la stabilité, hormis la pharmacie (+6,2%). Globalement, le recours à l'intérim, en hausse par rapport à 2016, est resté marginal dans les effectifs totaux.

Prévisions d'évolution des effectifs par secteurs en 2018

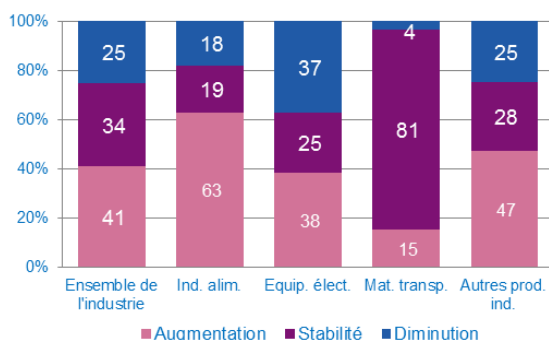


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

Pour 2018, la tendance au recul devrait se confirmer, toujours entraînée par l'évolution à la baisse des effectifs de l'industrie automobile. Le secteur des équipements électriques et électroniques espère un regain des embauches (+2,6%), principalement dans les équipements de communication, tandis que l'industrie agroalimentaire anticipe une stabilisation. Peu d'évolution significative dans les autres secteurs, sauf dans l'industrie pharmaceutique (+2,5%) qui fait la tendance du secteur des autres produits. La plupart des industriels interrogés envisagent une forte baisse du nombre des intérimaires employés. La reprise de l'activité dans l'industrie ne devrait donc toujours pas se traduire dans le niveau de l'emploi.

RENTABILITÉ

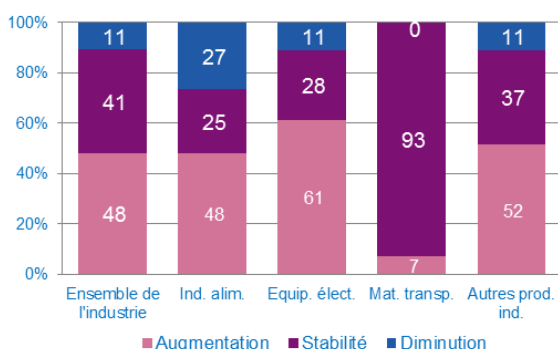
Évolution de la rentabilité d'exploitation en 2017 en solde d'opinions



Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, l'appréciation sur l'évolution de la rentabilité reflète une plus grande disparité qu'en 2016 : 41% font état d'une augmentation, ce qui est plus que l'année passée (37%), mais dans le même temps les industriels sont également plus nombreux à déclarer une dégradation : 25% contre 16% en 2016 ; fortement majoritaire l'an dernier, à 47%, ceux qui constatent une stabilité ne sont plus que 34% en 2017. Le solde d'opinions, positif, n'est donc plus que de 16 points pour 21 en 2016. Par grands secteurs, les appréciations sont assez hétérogènes : la rentabilité s'est améliorée pour 63% des industriels de l'agroalimentaire, alors que ce n'est l'avis que de 15% des industriels du secteur des matériels de transports. Le secteur des équipements électriques est le plus pessimiste, avec 37% faisant état d'une diminution de la rentabilité et un solde d'opinions quasi nul. Avec un solde positif de 45 points, l'industrie agroalimentaire affiche une estimation particulièrement favorable de sa rentabilité, dans un contexte pourtant de chiffre d'affaires stagnant. Au sein des autres produits industriels (solde positif de 22 points), chimie, plastique, caoutchouc et métallurgie constituent les secteurs les plus représentés dans les opinions favorables (47%).

Prévisions d'évolution de la rentabilité d'exploitation en 2018 en solde d'opinions

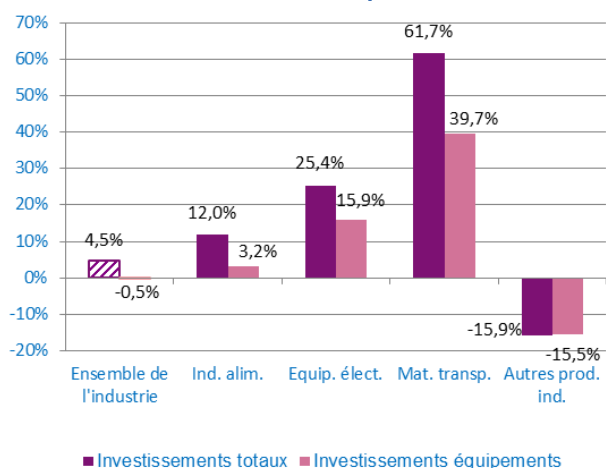


Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

Pour 2018, les prévisions de rentabilité sont globalement plus favorables, avec un solde d'opinion positif de 37 points (+21 par rapport aux anticipations émises début 2017). Hormis dans la fabrication des matériels de transport, où la stabilité devrait prévaloir à une écrasante majorité, les industriels interrogés se positionnent principalement sur une augmentation attendue de la rentabilité. Les soldes d'opinion positifs se rencontrent surtout dans le secteur des équipements électriques et électroniques (50 points), au sein duquel l'appréciation favorable concerne davantage l'électronique et les équipements de communication (respectivement soldes de 68 et 74 points) que l'équipement électrique proprement dit (solde négatif de 18%). Pour les autres produits industriels, on retrouve les plus forts soldes positifs (plus de perspectives d'augmentation que de diminution de la rentabilité) dans la chimie (55 points), le caoutchouc et le plastique (61 points), la métallurgie (52 points) mais aussi la pharmacie (86 points).

INVESTISSEMENTS (hors financiers)

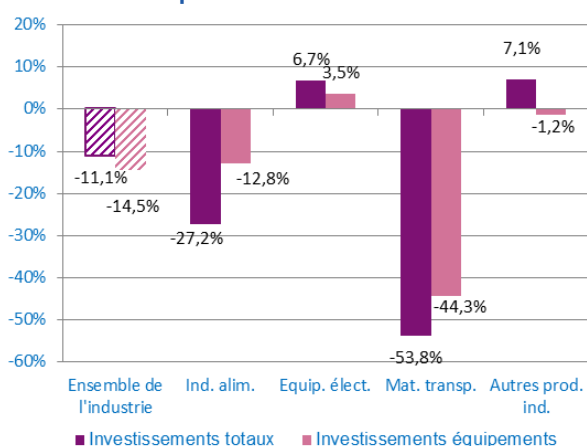
Évolution des investissements par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, les entreprises d'Île de France ont continué de fortement investir, avec une progression annuelle proche de celle constatée en 2016 : +4,5% après +5%. Le mouvement a été quasi général, sauf dans les autres produits industriels (-15,9%), et particulièrement prononcé dans l'industrie automobile (+61%) et, dans une moindre mesure, mais à haut niveau tout de même, dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques ; dans ce dernier secteur, l'évolution a surtout concerné les équipements électroniques et informatiques (+54%) et les équipements de communication (+75%). Dans les autres produits industriels, en forte diminution, ce sont surtout les secteurs de la chimie et de la métallurgie qui ont enregistré la baisse la plus sensible, que la hausse notable des investissements dans les industries du caoutchouc et plastique (+28,2%) n'a pas suffi pas à compenser. Malgré les augmentations importantes enregistrées dans l'industrie automobile et dans celle des équipements électriques et électroniques, les investissements d'équipement se sont globalement stabilisés, à haut niveau, en 2017 ; ces derniers constituent néanmoins toujours l'essentiel des montants engagés par les industriels, sur d'importants programmes récurrents comme sur des projets de robotisation et des investissements numériques. Des opérations de croissance externe ont également été réalisées.

Prévisions d'évolution des investissements par secteurs en 2018

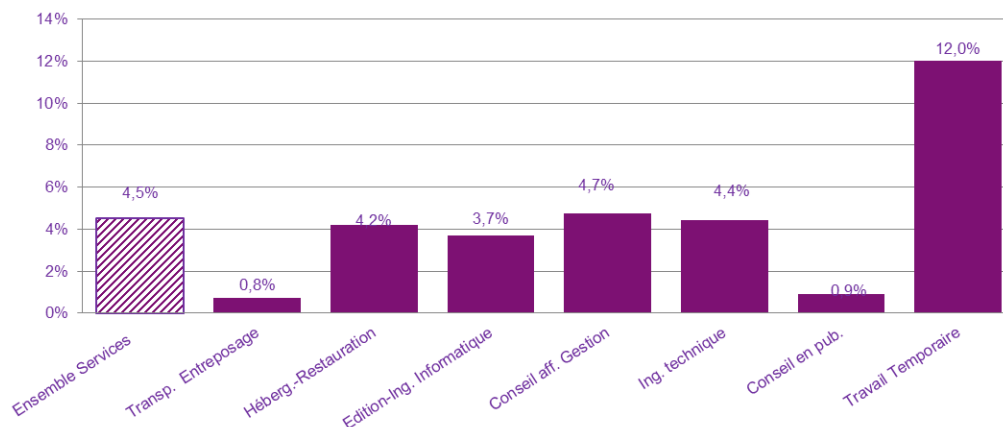


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

Pour 2018, les intentions d'investissement s'orientent vers un ralentissement (-11,1%), qui doit être observé comme un retour à la normale après deux années de hausse soutenue. Hormis le secteur des équipements électriques et électroniques, qui devrait reconduire une nouvelle augmentation, certes plus limitée qu'en 2017, et la métallurgie, quasiment seul secteur au sein des autres produits industriels à prévoir d'accroître ses capacités, la plupart des entreprises interrogées envisagent de marquer une pause dans leurs investissements en 2018. Le repli est particulièrement significatif dans l'industrie automobile, ceci faisant suite à un important effort réalisé en 2017 et semblant lié de surcroît à des réorganisations de chaînes de production sur certains sites.

CHIFFRE D'AFFAIRES

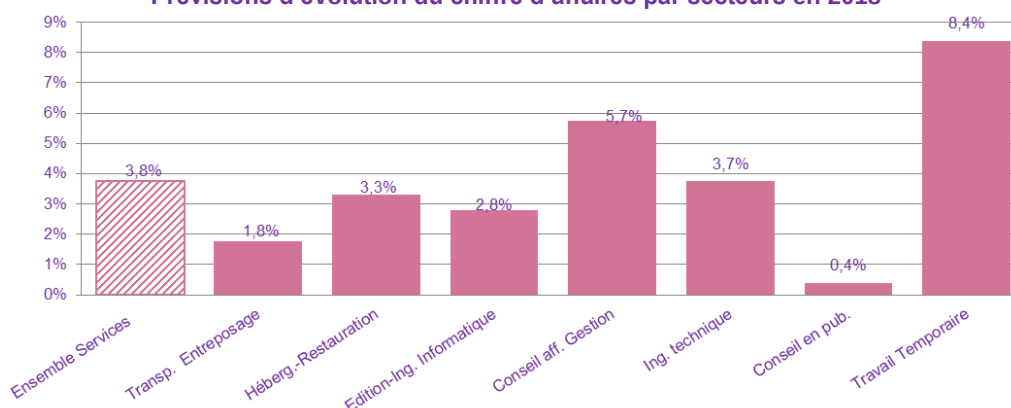
Évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, l'activité dans les services marchands a augmenté de 4,5%, marquant une importante accélération par rapport à 2016 (+1%). À l'exception du secteur de la publicité et des études de marché qui enregistre une croissance modeste (+0,9%), les courants d'affaires se sont bien développés, avec une reprise significative dans l'hébergement et la restauration (+4,2% au lieu de -3,2% en 2016), une amélioration de la croissance dans les transports et l'entreposage (+0,8%), un rythme de progression toujours soutenu dans les secteurs de l'édition et de l'ingénierie informatique (+3,7%), des activités juridiques, comptables et de conseil en gestion (+4,7%), de l'ingénierie technique (+4,4%). Le taux de croissance dans le travail temporaire est resté très dynamique (+12%), porté par la bonne tenue de l'activité accompagnée de nombreuses créations d'emplois. Le changement de contexte sur le plan touristique et les besoins importants des entreprises en matière d'investissements physiques et immatériels (numérique, dématérialisation, évolution des organisations, accompagnement du changement notamment) ont dynamisé le secteur des services.

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2018

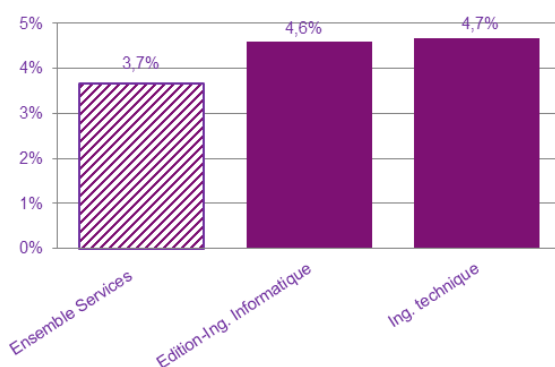


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

Pour 2018, selon les chefs d'entreprise interrogés, la croissance des volumes d'affaires devrait légèrement décélérer tout en restant soutenue (+3,8%), les évolutions précédemment décrites continuant à produire leurs effets sur le tissu productif. Cette évolution concernera tous les secteurs à l'exception du conseil en publicité (+0,4%). Comme en 2017, le dynamisme des transports routiers de marchandises devrait se confirmer, tout en étant tempéré par la faible croissance dans l'entreposage. L'activité restera soutenue dans les autres secteurs et plus particulièrement dans l'ingénierie informatique, l'ingénierie technique (+3,7%) et surtout les activités juridiques, comptables et de conseil en gestion (+5,7%) ainsi que le travail temporaire (+8,4%).

EXPORTATIONS

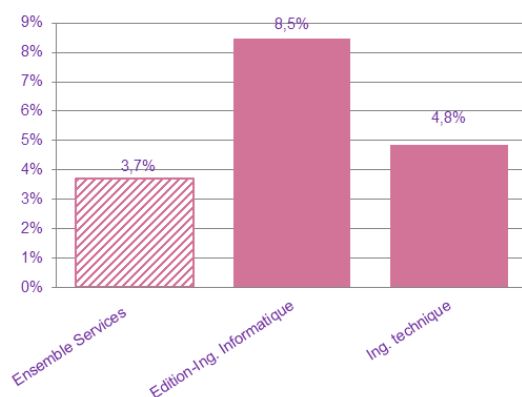
Évolution du chiffre d'affaires à l'exportation
par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, la composante externe s'est significativement redressée, avec une forte croissance des débouchés à l'exportation (+3,7%) qui compense le repli enregistré l'année précédente (-0,9%). Cette reprise résulte notamment des secteurs de l'édition (+5,1%) de l'ingénierie informatique (+6,2%) et de l'ingénierie technique (+4,7%).

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation
par secteurs en 2018

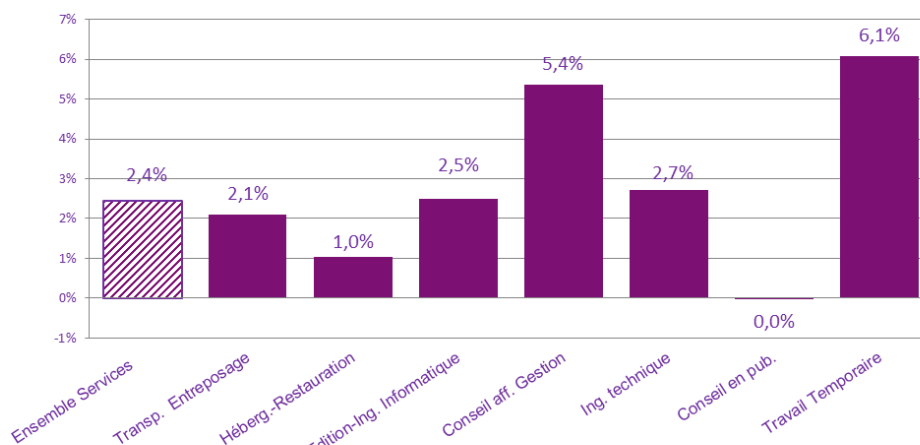


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

La dynamique à l'exportation devrait se maintenir en 2018 avec une croissance prévisionnelle des débouchés extérieurs de l'ordre de 3,7%. Quasiment tous les secteurs affichent un développement des prestations à l'export, plus particulièrement, là encore, dans l'ingénierie technique, l'édition et l'ingénierie informatique.

EFFECTIFS

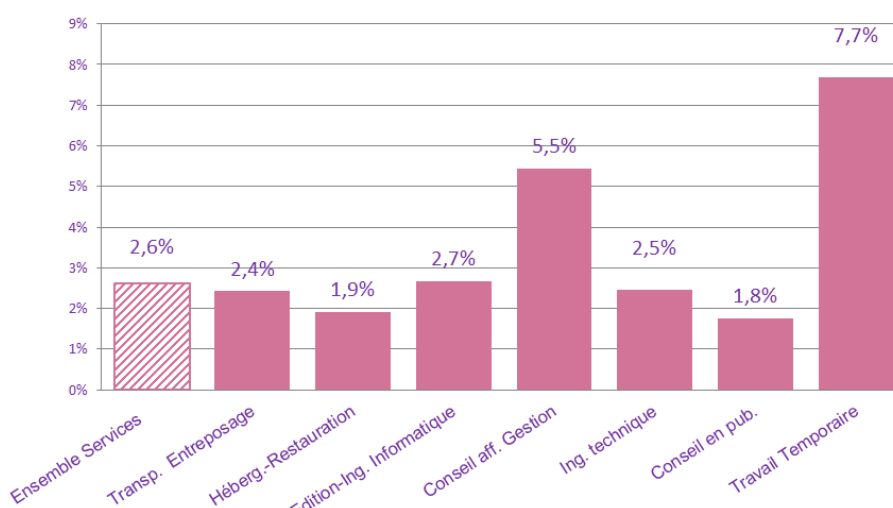
Évolution des effectifs par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, les effectifs dans les services marchands ont augmenté de 2,4%, évolution plus favorable que celle enregistrée en 2016 (+1,7%). De nombreux recrutements ont eu lieu dans les transports et l'entrepôt (+2,1%), l'édition et l'ingénierie informatique (+2,5%), l'ingénierie technique (+2,7%), mais surtout dans les activités juridiques et comptables et de conseil en gestion (+5,4%) et le travail temporaire (+6,1%). Des tensions se font jour dans nombre de secteurs où l'on signale des difficultés à recruter du personnel qualifié, ce qui peut atténuer les évolutions positives observées sur les créations d'emplois.

Prévisions d'évolution des effectifs par secteurs en 2018

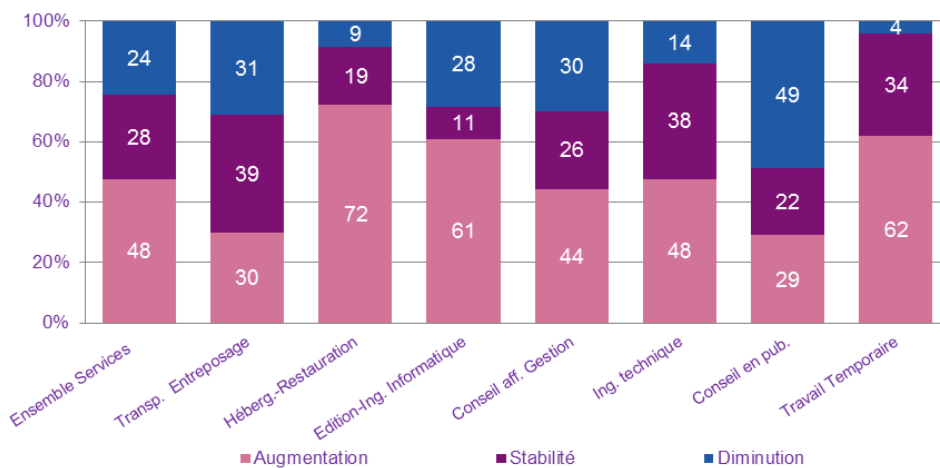


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2018, les chefs d'entreprises devraient reconduire le rythme soutenu des embauches (+2,6%), qui concernera l'ensemble des secteurs. La reprise de l'activité dans l'hébergement et la restauration comme l'accélération des recrutements dans le travail temporaire permettraient d'amplifier le mouvement par rapport à 2017.

RENTABILITÉ

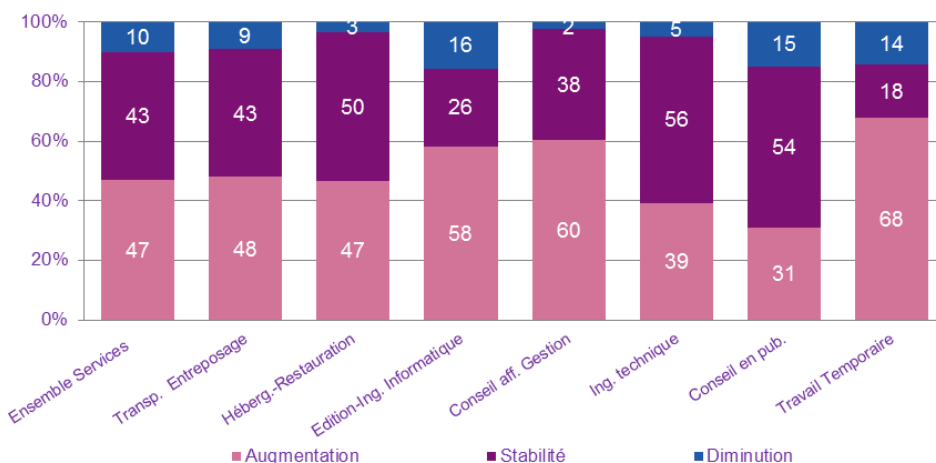
Évolution de la rentabilité d'exploitation par secteurs en 2017 en solde d'opinions



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2017, la rentabilité s'est améliorée pour 48% des entreprises interrogées, tandis qu'elle s'est dégradée pour 24% d'entre elles, le solde d'opinions étant positif de 24 points, contre 10 points en 2016. Nonobstant des disparités d'un secteur à l'autre, la tendance à l'amélioration est générale, sauf dans le secteur de la publicité et des études de marché qui pâtit de la stagnation de son activité (49% des entreprises interrogées font état d'une diminution de la rentabilité). À noter le redressement spectaculaire de la rentabilité dans l'hébergement et la restauration après une année 2016 particulièrement dégradée. La baisse des charges conjuguée au redressement des chiffres d'affaires a clairement eu un effet positif, ces dernières années, sur les marges des entreprises, évolution qui devrait se poursuivre.

Prévisions d'évolution de la rentabilité d'exploitation par secteurs en 2018 en solde d'opinions

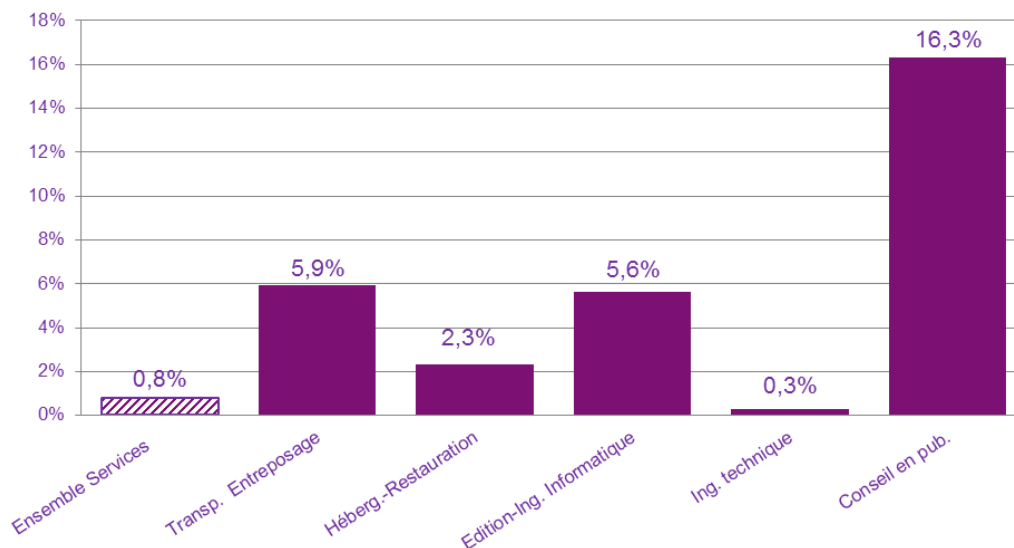


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En effet, pour 2017, les prévisions font état d'un nouvel accroissement des anticipations favorables sur la rentabilité, avec un solde d'opinions positif qui progresse nettement (37 points), 47% des entreprises anticipant une amélioration de leurs marges et 10% seulement une détérioration. Les évolutions sectorielles sont toutes bien orientées.

INVESTISSEMENTS (hors financiers)

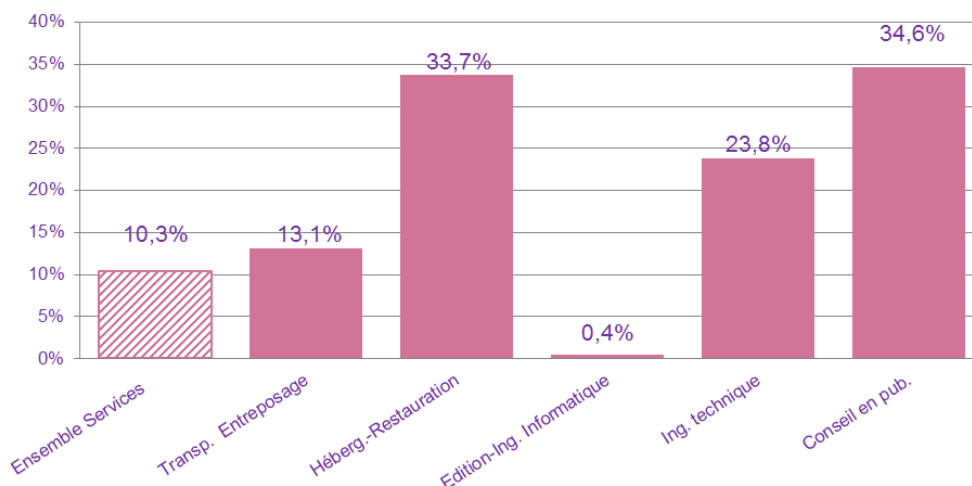
Évolution des investissements par secteurs en 2017



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

Pour 2017, les investissements se sont inscrits en légère progression de 0.8%, avec des secteurs d'activité particulièrement dynamiques comme le transport et entreposage +5,9%, l'édition et l'ingénierie informatique (+5.6%) et surtout le conseil en publicité (+16.3%). Le repli enregistré dans les autres secteurs a limité la progression globale.

Prévisions d'évolution des investissements par secteurs en 2018



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2018)

En 2018, l'effort d'investissement dans les services devrait s'amplifier (+10.3%) avec une plus forte croissance dans les transports et l'entreposage (+13,1%), et une nette reprise dans l'hébergement et la restauration (+33,7%) après plusieurs exercices d'attentisme lié à la conjoncture des années 2015 et 2016.

Cette enquête a été conduite par les implantations de la Banque de France auprès des entreprises de l'industrie et des secteurs les plus représentatifs des services marchands aux entreprises qui ont leur siège social en Île de France afin d'évaluer les premiers résultats de l'année 2017 en matière d'activité, d'exportations, d'emploi, de rentabilité et d'investissements, et de dégager des prévisions pour l'année 2018.

Il s'agit de données et variations concernant les entreprises franciliennes. Collectées entre le 13 décembre 2017 et le 1^{er} février 2018, donc sans attendre l'arrêté des comptes annuels, ces informations comportent une part d'évaluation et doivent de ce fait être interprétées avec prudence, notamment en ce qui concerne la rentabilité et l'investissement.

Les données individuelles reçues ont été agrégées selon la Nomenclature d'Activités Française 2008 (NAF 2).

Tableau des activités étudiées et dénombrements

SECTEURS		Effectifs salariés estimé au 31.12.2016 (ACOSS-URSSAF)	Effectifs concernés par l'enquête	Taux de couverture estimé (en pourcentage)
INTITULES NA 2008	TERMINOLOGIE utilisée dans l'étude			
Ensemble des effectifs franciliens		4 467 300		
INDUSTRIE		426 664		
INDUSTRIE étudiée dans l'enquête		350 604	84 774	24,2%
Industries agricoles et alimentaires	Ind. alim.	49 558	6 442	13,0%
Équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines	Équip. élec.	68 677	24 034	35,0%
Fabrication de matériels de transport	Mat. transp.	70 388	18 255	25,9%
Fabrication d'autres Produits industriels	Autres prod. ind. (textile-habillement chaussures ; bois-papier imprimerie ; industrie chimique ; industrie pharmaceutique ; caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques ; métallurgie et fabrication produits métalliques ; autres industries manufacturières, réparation, installation)	161 981	36 042	22,3%
SERVICES MARCHANDS		2 280 636		0,0%
SERVICES MARCHANDS étudiés dans l'enquête		1 652 175	142 959	8,7%
Transports et entreposage	Transp. Entreposage	56 174	16 368	29,1%
Hébergement et restauration	Héberg.-restauration	264 631	13 448	5,1%
Information, communication et informatique		281 096	38 817	13,8%
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion, activité des sièges sociaux	Conseil aff. et gestion	265 230	16 089	6,1%
Activité d'architecture et ingénierie, activité de contrôle et analyse technique	Ing. technique	110 006	17 502	15,9%
Publicité et études de marché	Conseil pub.	61 137	9 164	15,0%
Activités liées à l'emploi	Travail temporaire	13 397	1 336	10,0%
	Autres activités de services	600 504	30 236	5,0%

La Direction Régionale d'Île de France de la Banque de France remercie vivement les chefs d'entreprise qui ont bien voulu participer à cette enquête.

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN ÎLE DE FRANCE, TENDANCES RÉGIONALES

Sur le site Internet de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france>